

LE POINT DE VUE DE DOMINIQUE LEFEBVRE

Identité nationale : l'entêtement coupable de l'Etat

Vous pouvez répéter la question ? »

Après trois mois de souffrances, le grand débat sur l'identité nationale, qui devait refonder le pacte social et citoyen français pour le XXI^e siècle, s'est donc achevé par un séminaire gouvernemental. On peut d'ailleurs se demander s'il s'est achevé ou si on l'a achevé.

Clemenceau disait que, pour enterrer un problème, le mieux était de créer une commission. Sous la présidence de Nicolas Sarkozy, ère de ruptures tous azimuts, on fait un séminaire gouvernemental. Dont la première décision a été... de créer une commission. Celle-ci aura pour charge « d'approfondir le débat ». On sent toute l'ardeur et la volonté que cache un tel cahier des charges.

Ce n'est pas la seule mesure annoncée, il est vrai. Le Premier ministre en a détaillé d'autres, aussi fortes et urgentes que la création d'un « carnet du citoyen » pour les élèves de primaire et de collègue ou l'indispensable transformation de la journée d'appel de préparation à la défense en « journée du citoyen ».

Certaines mesures n'appellent pas de commentaire particulier : qui sera contre le fait d'afficher dans chaque salle de classe la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ou de s'assurer que chaque école arbore le drapeau tricolore ? D'autres en revanche sont plus inquiétantes parce qu'elles reviennent

tourmenter ce qui, depuis le début, constitue le véritable abcès de ce débat : le rapport établi de façon obsessionnelle par Nicolas Sarkozy entre identité nationale et immigration.

Ainsi, prétendre relever le niveau de français exigé pour une naturalisation, c'est laisser croire qu'on laisse aujourd'hui devenir français des gens qui ne maîtrisent pas notre

neuse et xénophobe dont on a pu voir un bel échantillon sur le site Internet du ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale.

C'était prévu dans la cuisine électorale de l'UMP, paraît-il. Il semble aujourd'hui que la stratégie n'était pas si payante que ça. Elle a surtout eu pour effet de remettre le Front national en selle. La persistance de MM. Sarkozy

Le véritable abcès de ce débat : le rapport établi de façon obsessionnelle par Nicolas Sarkozy entre identité nationale et immigration.

langue. C'est faux. La maîtrise du français fait évidemment partie depuis toujours des prérequis indispensables pour accéder à la nationalité française. Laisser penser le contraire participe de cette stratégie du soupçon généralisé à l'égard non seulement des étrangers mais des Français venus d'ailleurs. Cette présomption de fraude à l'encontre précisément de ceux qui ont fait le choix d'embrasser l'identité de la France est malhonnête et insupportable.

Ce débat n'est pas sérieux. Et pourtant, il représente quelque chose de grave : l'entêtement coupable, au plus haut niveau de l'Etat, dans une logique qui n'a eu pour seul résultat que de libérer les torrents d'expression hai-

et Besson dans cette voie n'en est que plus incompréhensible et condamnable.

Pour leur permettre de sauver la face, le gouvernement s'est réuni pour débattre du débat. Il faut croire qu'il n'y avait pas de sujet plus pressant pour les Français.

Pourtant, la crise, l'emploi, le logement ou les retraites sont des questions que le gouvernement prend au sérieux, n'en doutons pas.

Mais apparemment pas au point de prendre une demi-journée pour en parler.

Dominique Lefebvre est maire (PS) de Cergy et président de l'agglomération de Cergy-Pontoise.